

Unité départementale de l'Aisne
25 rue Albert Thomas
02100 SAINT-QUENTIN

SAINT-QUENTIN, le 21 décembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TEREOS FRANCE

Rue de Senlis
77230 Moussy-le-Vieux

Références : ORI23RINSP_446
Code AIOT : 0005100521

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/09/2023 dans l'établissement TEREOS FRANCE implanté 11 rue Pasteur 02390 Origny-Sainte-Benoite. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une visite réactive post-accident survenu le 22 septembre 2023 vers 12 heures et 45 minutes.

Cette visite a été annoncée à l'exploitant par téléphone le 25 septembre 2023.

Elle porte sur les faits et le déroulement de l'accident, les substances à l'origine ou générées pendant l'accident, et les conséquences.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEREOS FRANCE
- 11 rue Pasteur 02390 Origny-Sainte-Benoite
- Code AIOT : 0005100521
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société TEREOS FRANCE exploite sur les communes d'Origny-Sainte-Benoite, Thenelles et Neuville une sucrerie et des unités de fabrication d'alcool à base de betterave et de blé.

Le site d'Origny-Sainte-Benoite est soumis à la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) relevant du régime de l'autorisation au titre des ICPE avec un statut de SEVESO Seuil Bas.

Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral n° IC/2020/195 en date du 23 novembre 2020. L'établissement est soumis à la directive IED.

Le site compte 320 salariés avec un fonctionnement en 3*8 continue.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de

l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déclaration et rapport	Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, article 2.4.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

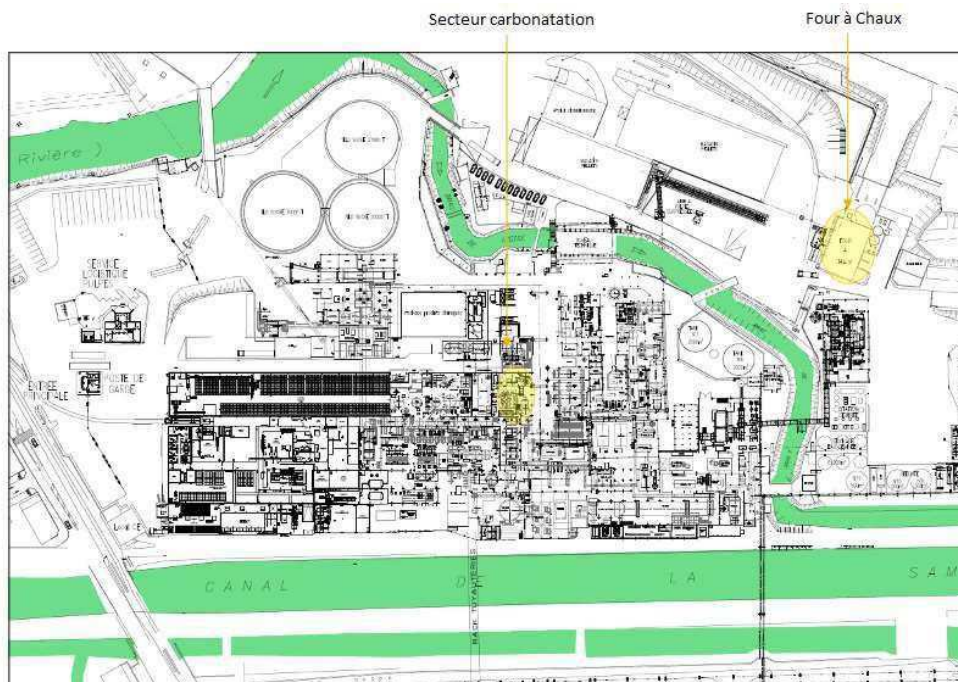
L'inspection a procédé à une visite d'inspection suite à un incident, une fuite de monoxyde de carbone, survenue le 22 septembre 2023 dans l'atelier épuration de la société Tereos.

L'inspection n'a pas identifié de non-conformité, elle demande néanmoins de compléter la fiche d'incident du BARPI.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration et rapport

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2020, article 2.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Incidents ou accidents
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : <u>Déroulement de l'événement :</u> Une fumée blanche est détectée par le chef de poste le vendredi 22 septembre 2023 vers 12 heures et 45 minutes. La fumée est située au pied des carbonatations de la chaîne d'épuration A, située à l'intérieur de l'atelier épuration. Des contrôles multigaz réalisés devant la salle de contrôle du bâtiment ont indiqué la présence de monoxyde de carbone. Le relevé a indiqué 200 ppm. La chaîne d'épuration A est mise à l'arrêt. La DREAL a pris contact avec l'exploitant vers 14h15 après avoir pris connaissance de l'incident par la préfecture. La tuyauterie d'alimentation de la chaîne A est vérifiée la samedi 23 septembre 2023, sans détection d'anomalie selon l'exploitant. Le défournement du four à chaux est initialisé afin d'obtenir une richesse en CO ₂ adéquate et une température du four plus basse. Deux balises multigaz sont positionnées sur la chaîne A (une balise se trouvant devant la salle de contrôle, l'autre à l'étage inférieur). La chaîne A est remise en service vers 14 heures. Du monoxyde de carbone est détecté par une balise multigaz le dimanche 24 septembre vers 14 heures. La chaîne d'épuration A est remise à l'arrêt. Le défournement du four à chaux est finalisé le lundi 25 septembre 2023. Le mardi 26 septembre 2023, une perte de régulation ainsi qu'une anomalie du pH sont détectées sur la chaîne d'épuration B, située en extérieur. La chaîne de décarbonatation A est remise en route, la chaîne B est mise à l'arrêt. Une fuite sur la tuyauterie du gaz CO ₂ est découverte à l'intérieur du carbonateur 2. La chaîne B est remise en route après réparation de la tuyauterie le mercredi 27 septembre 2023.



Hypothèse de l'exploitant :

Du dioxyde de carbone nécessaire au processus de carbonatation est amené via une tuyauterie entre le four à chaux et le secteur carbonatation. Trois pompes à gaz régulent le débit. L'exploitant suppose la présence naturelle de monoxyde de carbone dans ces conduits de CO₂.

Selon l'exploitant, la fuite de gaz se serait produite suite à un engorgement de l'émousseur du carbonateur 1 de la chaîne A dû à une augmentation trop importante du débit des pompes à gaz. Le tuyau d'évacuation en cas de surcharge se trouvant au rez-de-chaussée du bâtiment de la chaîne A, des émanations de gaz ont eu lieu dans l'atelier.

L'augmentation anormale du débit serait due à deux facteurs. Le four à chaux étant en phase de rodage, la combustion était trop importante impliquant un taux un peu faible en dioxyde de carbone. La présence d'une fuite sur la chaîne B aurait également généré une perte en dioxyde de carbone.

Résultats de la visite d'inspection :

La visite d'inspection s'est déroulée dans le secteur carbonatation.

Selon l'exploitant, deux des trois pompes à gaz étaient en fonctionnement. Le contrôle du débit se fait en amont de la distribution entre la chaîne A et B. L'absence de contrôle de pression dans les chaînes respectives empêchent la localisation rapide d'une fuite.

Les deux balises multigaz sont présentes aux zones indiquées par l'exploitant. L'exploitant a indiqué qu'aucun contrôle du monoxyde de carbone est réalisé sur le secteur des fours à chaux, celui de la carbonatation ainsi que sur la tuyauterie reliant des deux zones. La qualité de la combustion des fours à chaux est contrôlée par la température, la hauteur du front de combustion et par le taux en dioxyde de carbone (analysé une fois par jour en prélèvement

manuel).

Le tuyau d'évacuation, lieu supposé de la fuite en monoxyde de carbone se trouve à environ 30 cm du sol du rez-de-chaussée du bâtiment de carbonatation. Selon l'exploitant, les émanations de gaz ne sortent plus du tuyau d'évacuation. Le jour de l'inspection le tuyau était dans un conteneur rempli d'eau. Des bulles de gaz étaient présentes à la surface du conteneur. Une quantité d'eau s'était déversée du conteneur au sol.

Des consignes de sécurité en cas de détection de monoxyde de carbone par les balises multigaz sont affichées dans la salle de contrôle du bâtiment de carbonatation.

Description des conséquences :

Conséquences sanitaires

Suite à l'incident sept personnes ont fait des prélèvements de sang le vendredi 22 septembre 2023. Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que cinq prélèvements ne montrent aucune intoxication au monoxyde de carbone. Les deux prélèvements restants étaient toujours en cours d'analyse le jour de l'inspection.

À ce jour, aucune conséquence sanitaire notable est connue.

Conséquences environnementales

Les gaz émis lors de la fuite sont du dioxyde de carbone et du monoxyde de carbone. Les gaz ont été rejetés dans l'atmosphère. Ces émanations ne représentent pas une conséquence directe sur l'environnement.

À ce jour, aucune conséquence environnementale notable est connue.

Observations : L'inspection demande à l'exploitant de compléter et de renvoyer la fiche d'incident du BARPI :

<https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/en-cas-daccident/informer-linspection-des-installations-classees-dun-accident/>

Il est demandé à l'exploitant de caractériser et d'expertiser la canalisation défectueuse (perte d'épaisseur normale, défaut métallurgique, phénomènes d'oxydation,...). L'exploitant justifiera la maintenance et le suivi associés à cette canalisation de CO2.

Les équipements similaires feront l'objet d'un contrôle.

Ces éléments seront développés dans les causes profondes de la fiche d'incident.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet